



# ATTACtique!

## **Sommaire**

**P.2 - Tous à Gênes contre le G8 (Adrien, Daniel et Guillaume)**

**P.4 - Le commerce équitable (Lionel, Bastien, Manuel)**

**P.6 - MMHH, Danone (Marlène et Matthieu)**

**P.7 - Les paradis fiscaux en 6 points (David et Benjamin)**

**P.9 - La ZLEA ne doit pas passer! (Cécile) et la mobilisation de Québec (Cédric)**

**P11 - Nous contacter**

**P.12 - Plate-Forme de l'ATTAC**

Les mobilisations qui accompagnent la fin de l'année universitaire obligent les étudiants de la coordination étudiante et francilienne d'ATTAC à revenir sur les facts avec un nouveau numéro d'ATTACTique... et c'est évidemment avec le plus grand des plaisirs! Le début de l'été est riche en mobilisations, ce qui indique que la résistance à la logique de la mondialisation capitaliste s'étend. La principale échéance est la mobilisation internationale contre le G8 qui aura lieu en Italie, à Gênes les 19, 20 et 21 juillet prochains (voir l'article d'Adrien, Daniel et Guillaume, p.2). Il s'agit de montrer que nous nous opposons à ce que les représentants des gouvernements des 8 pays les plus riches du monde décident, dans la plus complète opacité de l'avenir de la planète toute entière. Il s'agira en particulier de revendiquer l'abolition complète et sans condition de la dette des pays du Sud et la liberté de circulation et d'installation des personnes (pourquoi n'y a-t-il que les capitaux et les marchandises qui peuvent circuler sans entrave?).

Cette mobilisation s'inscrit dans la continuité de celle qui a eu lieu à Québec en avril dernier (voir l'article de Cédric p.10) contre l'accord qui veut instituer la ZLEA (Zone le Libre-Echange des Amériques, voir l'article de Cécile p.9). Notre opposition résolue à la ZLEA ne signifie pas que nous revendiquons la restauration des barrières fiscales, que nous souhaitons que les pays cessent d'échanger,... Nous refusons le cadre dans lequel le commerce mondial a lieu aujourd'hui, le cadre de la concurrence généralisée, des paradis fiscaux (cf. l'article de David et Benjamin p.7), de la domination planétaire d'une logique hyper-productiviste qui détruit l'environnement, menace notre santé et engendre toujours davantage d'inégalités, à l'intérieur de chaque pays entre les plus pauvres et les plus riches et entre les pays du Nord et les pays du Sud. Nous ne sommes pas contre les échanges entre les pays, nous ne sommes pas anti-mondialistes, nous pensons qu'une autre mondialisation est possible, sur des bases qui permettraient davantage de justice sociale, l'instauration de rapports démocratiques entre les peuples du monde entier,... Les expériences et la réflexion autour de l'idée de commerce équitable (voir l'article de Lionel, Manu et Bastien p. 4) montrent bien que ce ne sont pas les échanges entre les pays en tant que tels qui posent problème mais bien le cadre dans lequel ils se font, celui de la recherche du profit maximum.

La fin de l'année universitaire est également marquée par la solidarité qui s'est exprimée dans le pays tout entier à l'égard des salariés de Danone, Mark&Spencer, AOL,... licenciés par des entreprises qui font des bénéfices et dont le cours de l'action en bourse ne cesse d'augmenter. Ces entreprises obéissent à une stratégie qu'elles déterminent à une échelle internationale, sous la pression de leurs actionnaires et elles ne se préoccupent des conséquences sociales de leurs décisions que de façon très marginale. Ces décisions sont pourtant tout simplement scandaleuses: alors que Danone fait des milliards de bénéfices et que le cours de l'action a progressé de 37,4% entre le 1er janvier 2000 et le 1er janvier 2001, le groupe décide de fermer des usines tout à fait rentables en France ou encore de racheter son principal concurrent sur le marché du biscuit hongrois pour faire cesser son activité productive quelques mois plus tard et devenir hégémonique. Face à de telles pratiques: on se lève tous contre Danone! (voir l'article de Marlène et Matthieu p.6). Il est important de montrer notre solidarité avec les salariés licenciés; les étudiants d'ATTAC ont relayé la pétition appelant au boycott de Danone et appellent à la manifestation nationale du 9 juin. Le calendrier est chargé mais les revendications dont nous sommes porteurs avancent. Ce n'est toujours qu'un début...

# ***Leur mondialisation n'est pas la notre: TOU-te-S A GENES CONTRE LE G8 !***

Première victoire, la Banque Mondiale annule son sommet de Barcelone du 26 juin, sous prétexte de sécurité... En fait, malgré les tentatives de divisions (le syndicat UGT et les commissions ouvrières étaient appelées à venir 'dialoguer' mais ont refusé) l'unité de notre mouvement lui a fait faire un pas en arrière. Nous sommes capable de les faire plier ! A Gênes, par contre, les 'huit grands' sont bien décidés à tenir leur sommet. Celui des huit chefs d'Etat des pays les plus industrialisés soit, l'Allemagne, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Russie, la France, l'Italie, le Japon et le Canada. Les autres pays n'ont pas voix au chapitre.

Après les manifestations de Québec du 19 au 22 avril contre les accords de la ZLEA (Zone de libre échange des Amériques), où le mur de la honte de 4 km qui protégeait le 'Sommet des Amériques' s'est écroulé face au 60 000 manifestants, après le sommet de Porto Alegre en janvier, notre mouvement s'est enrichi, à pris confiance. A Gênes aussi nous ne les laisserons pas nous diriger, nous aurons notre 'contre sommet' du 15 au 21 juillet pour débattre des perspectives pour un autre monde et la ville deviendra le siège d'une immense manifestation alternative et festive du 20 au 22 juillet.

## **Le G8 est antidémocratique !**

Ce sommet n'a aucune légitimité, aucun pouvoir de décision, par contre il influence directement les politiques de l'OMC, de la Banque mondiale ou du FMI...instances tout aussi antidémocratique que le G8. Le droit de vote au sein du FMI est proportionnel aux cotisations des principaux pays membres, autrement dit 'un dollar égal une voix', un droit de veto existe, il est de 15%... rien que les Etats-Unis possède 18% des voix ! Les politiques qu'ils mettent en place sont celles de l'extension du marché au profit des multinationales tels que Danone et Microsoft. Les barrières locales au commerce doivent être éliminées (AGCS), L'État-Providence démantelé (refondation sociale du Medef), l'assujettissent des pays du sud maintenu (dette), les flux financiers libres de passer les frontières (paradis fiscaux), l'accroissement des inégalités homme-femme.

## **La 'dette' ou 'comment imposer la libéralisation des pays du Sud'.**

Le G8 est l'institution principale qui orchestre le scandale de la dette des pays du sud. Son paiement est l'un des moyens les plus efficaces par lequel les institutions internationales imposent leur domination sur les politiques de chaque pays. En échange d'un rééchelonnement de la dette ou de nouveaux prêts, le FMI impose ses plans d'ajustement structurel, politique d'austérité, de casse du service

**" Un mouvement planétaire est en marche. A Seattle, Porto Alegre, ces brèches, ces poches d'espoirs, c'est énorme. J'essaie de faire bouger ça. Je suis membre d'Attac. Je suis très proche de Ya Basta. J'ai reversé des royalties pour les zapatistes. Je serai à Gênes, pour le sommet du G8, en juillet. Ils sont fous d'avoir fait ça là-bas. La contestation va atteindre des sommets "**  
**Manu Chao (Libération du 13 mai)**

public et d'adaptation au marché mondial. Ces politiques " aboutissent à un recul de la consommation des ménages, à une baisse de la production des producteurs locaux pour le marché intérieur, à l'accélération de la chute de la valeur des produits exportés, à l'augmentation des charges fiscales pesant sur les populations à faible revenu."(1) Au Mozambique, le FMI a imposé la privatisation de la santé, le coût d'une consultation médicale représente désormais plus de 13% du salaire minimum. Pour 10 francs d'aide versés aux pays les plus pauvres, 110 francs retournent en remboursement de la dette dont 25% reviennent au FMI et à la Banque Mondiale !

Chaque jour la dette coûte 60 millions de dollars aux pays pauvres alors qu'elle a déjà été remboursée 9 fois depuis vingt ans, chaque minute 12 enfants meurent de faim à cause d'elle...

L'annulation de la dette n'est pas isolée de l'ensemble de nos revendications, il est clair que, face à un système global, nos solutions doivent l'être aussi. Susan George explique cela : " L'annulation de la dette tournerait de toute façon à l'avantage du système même qui répand à une échelle sans précédent la faim et la pauvreté dans tout le tiers-monde. Comment ? D'abord, cela risquerait de profiter aux pires gouvernements corrompus. Deuxièmement, l'annulation transformerait les pays bénéficiaires en parias financiers dans un futur prévisible... L'annulation donnerait à l'ancien débiteur un peu plus d'aisance au départ. Peu après, malgré tout, en l'absence d'une nouvelle aide massive...il se trouverait acculé à l'autarcie, incapable d'importer les produits de première nécessité, son crédit réduit à zéro."(2) Ici S.George tente de montrer que la principale division n'est pas entre pays du Sud et du Nord. Si le comportement des banques occidentales et des multinationales est clair, par contre le contrôle sur les 'élites' mêmes des pays du Sud, le contrôle des flux financiers, du commerce,

## Italie : des enjeux accentués

La victoire de la droite dure en Italie montre clairement les enjeux 'politiques' qui se posent au mouvement 'anti-mondialisation'. Au-delà de la dénonciation du magnat des médias italiens, nous devons comprendre les raisons de sa victoire et les possibilités de résistance.

Berlusconi, qui fait parti du G8(!), promeut une politique de privatisation, de dérégulation, de baisses d'impôts pour les riches, de flexibilité et entend "moderniser" le secteur public. Comme en 1994, il s'est allié à deux partis d'extrême droite, la Ligue du Nord et l'Alliance Nationale. Un maire du parti de Bossi appelait récemment " à tirer les Noirs comme des lapins le dimanche ", et le post-fasciste Fini a déclaré que " Mussolini était le plus grand chef d'Etat du XXème siècle "...

Son dernier passage au gouvernement, en 1994, avait provoqué un mouvement de luttes qui l'avait contraint à la démission 9 mois plus tard, notamment une grève générale d'une journée avec des manifestations de centaines de milliers de travailleurs.

Depuis deux ans, l'Olivier, la coalition de centre gauche représentée par Rutelli pour les élections, a mené la politique de privatisations et d'austérité que Berlusconi n'avait pas réussi à imposer. La gauche avait attaqué les retraites, les immigrés. Le PDS, ancien Parti Communiste, s'est aligné sur les positions de Troisième Voie de Tony Blair. " La gauche est responsable de la défaite, analyse un militant de Salerne. Rutelli disait que les gens voulaient la même politique que celle menée depuis deux ans par l'Olivier, ce qui a donné à Berlusconi l'opportunité de se présenter comme le candidat du renouveau. "

Face à cela, autour de 100 000 personnes ont manifestés à Milan cette année pour commémorer la chute du fascisme, des manifestations pour le 1er Mai ont eu lieu dans 200 villes et un concert avec des groupes de gauche, notamment "Noventa-nove Posse", le Zebda du rap italien, a réuni plusieurs centaines de milliers de personnes. Élément crucial, la FIOM (grosse force syndicale des métallos italiens), suite aux grèves contre Berlusconi, donnait comme perspective la manifestation de Gênes du 21 juillet comme première opposition de masse à la politique néolibérales de Berlusconi.

*ATTAC fait partie d'un collectif unitaire qui rassemble des associations, des syndicats, des organisations politiques,... décidées à se rendre à Gênes pour manifester les 19, 20 et 21 juillet prochains. Des départs collectifs en bus sont organisés. Pour les étudiants, le tarif devrait être de 300F.*

*Ami lecteur, n'hésite pas à nous contacter ou à envoyer un mail au collectif unitaire qui centralise les inscriptions (VAMOS-a-genes@ifrance.com) pour te rendre à Gênes!*

etc. sont autant de problèmes que nous devons inclure au sein de notre programme global..

Tout prouve que le mouvement de contestation globale du système, celui de Seattle et de Porto Alegre, peut donner confiance à ceux qui défilent le 9 juin à Paris contre Danone, à ceux qui résistent aux attaques du Medef, etc. L'alternative citoyenne à donner est d'autant plus urgente qu'elle émerge dans un contexte où la gauche adopte de plus en plus les principes de la troisième voie libérale. Ceux qui seront les plus aptes à donner cet espoir sont ceux qui n'ont pas subi les années 80, ceux qui rêvent qu'un autre monde est possible, il s'agit de la jeunesse...la génération Seattle. À Québec, plus d'une dizaine d'universités s'étaient mises en grèves, en France la mobilisation pour Gênes doit être, comme l'explique Christophe Aguiton, " un tournant pour le mouvement vers la jeunesse "(3)

## Pour une mondialisation des solidarités

Des zapatistes du Chiapas aux salarié-e-s de Danone, nous sommes solidaires de toutes les luttes pour la préservation de l'écosystème, les droits des femmes, les droits sociaux, la liberté de circulation et d'installation des personnes, l'arrêt du pillage du sud par les grands groupes du nord, la défense des droits des minorités, le respect de la dignité de tous les êtres humains. Avec tous ceux et celles qui s'opposent à la logique générale de marchandisation de monde, nous nous mobilisons pour une autre mondialisation, une mondialisation des solidarités.

À Gênes, les 19, 20 et 21 juillet prochains, affirmons nous:

- \* Pour l'annulation de la dette des pays du tiers monde ;
- \* Contre les plans du FMI et de la Banque mondiale ;
- \* Contre l'élargissement des marchés et les privatisations préconisées par l'OMC ;
- \* Pour la Taxe Tobin et la lutte contre les paradis fiscaux ;
- \* Contre la répression contre les immigrés et la constitution d'une "Europe forteresse" ;
- \* Contre les inégalités, la précarité et les licenciements et le chômage.

Adrien, Daniel (Tolbiac) et Guillaume

(1) Brochure Attac, Genève 2000. Passeport pour les inégalités, p.6

(2) S George, A Fate Worse Than Debt (Harmondsworth, 1994), pp.239-240

(3) Responsable des relations internationales d'Attac, cité lors d'une conférence sur Gênes en mai..

# **LE COMMERCE ÉQUITABLE: LA PREUVE QU'UN AUTRE MONDIALISATION EST POSSIBLE!**

Contrairement au commerce actuel, le commerce équitable offre des perspectives d'un autre type d'ouverture internationale, dans le respect des normes sociales et environnementales. Notre association est fréquemment taxée "d'anti-mondialisation". Elle est par là même affublée d'une image archaïque, réactionnaire et protectionniste. Cet amalgame reflète la pauvreté du débat économique: taxer Attac d'organisation protectionniste, c'est en fait réduire le débat aux deux seules alternatives suivantes : soit se plier aux contraintes de l'OMC; soit renier l'ouverture sur l'international et militer en faveur du protectionnisme.

Or, rien n'est moins faux. L'opposition aux formes du commerce international actuel peut justement passer par la défense d'échanges commerciaux plus justes. En effet, comme l'a montré Kevin Wakkins dans le Grain de sable n°214, l'organisation actuelle de la mondialisation, structurée par et pour les pays du Nord, se caractérise avant tout par une ouverture inégale des économies nationales : " alors que les pays pauvres se sont vus obligés de libéraliser leur marché, les pays riches ont maintenu leur protectionnisme, en particulier dans les secteurs comme le textile et l'agriculture. ". Inégalité dans l'échange par les barrières protectionnistes, mais aussi inégalité dans la production : alors que " les négociateurs nord-américains chantent les louanges du "terrain de jeu équilibré" pour les produits agricoles, les pays industrialisés ont dépensé plus de 240 milliards de dollars de subventions pour l'agriculture intensive ". Barrières douanières, obligation d'ouverture du marché national aux produits agricoles du Nord subventionnés au frais des contribuables : " Ce n'est pas du libre-échange, mais du commerce organisé par et pour les multinationales [...] c'est du protectionnisme pour les grandes entrepri-

ses. " (Lori Wallach ).

Face à cette organisation inégale du commerce international, ce jeu truqué qui contredit les fondements même de la théorie libérale, s'est développé depuis une trentaine d'années un autre type d'échanges internationaux : le commerce équitable. Celui-ci s'est progressivement structuré : depuis 1985, la centrale d'achat Solidar'Monde importe des produits équitables, notamment pour les boutiques de commerce équitable (3 000 en Europe réunies depuis 1994 dans le réseau NEWS), et depuis 1997, FLO International coordonne tous les systèmes de labellisation nationaux, tel que Max Havelaar. Le commerce équitable européen fait travailler 550 groupements de producteurs dans 50 pays du Sud, dont profitent 800 000 familles, sans compter les retombées positives. En montrant que les échanges internationaux sont tout à fait souhaitables s'ils s'inscrivent dans le cadre de normes sociales et environnementales, le commerce équitable est la preuve qu'une ouverture économique juste et égale entre les pays du Nord et ceux du Sud est possible. Celle-ci sanctionne l'attachement de nos sociétés à un certain nombre de valeurs "éthiques" que le système économique actuel s'est efforcé de rendre caduques.

Aussi le commerce équitable s'organise-t-il autour d'un certain nombre de normes éthiques strictes: tout d'abord, une rémunération juste et stable des producteurs des pays pauvres du Sud, payée à l'avance si possible, correspondant non seulement à leurs frais de production mais aussi à leurs besoins élémentaires. Ensuite, le respect de normes environnementales et sociales : liberté syndicale, interdiction de l'exploitation du travail des enfants, temps de travail décent, santé et sécurité au travail, absence de discrimination. Enfin, les traditions des producteurs doivent être respectées, évitant ainsi la standardisation des produits (l'artisanat africain made in Taiwan) et permettant d'authentiques échanges culturels liés aux échanges marchands, qui valorisent le savoir-faire des producteurs du Sud. L'éthique du commerce équitable passe donc avant tout par un prix juste, condition du respect des normes environnementales et sociales. Comment celui-ci est-il établi? Pour les produits alimentaires cotés en bourse, comme le café ou le cacao, il existe un prix mondial à l'achat de référence, calculé par et pour les transnationales du Nord, qui peut parfois être divisé par deux en un an. C'est cette incertitude qui maintient les producteurs dans la précarité. Le prix équitable, lui, garantit un prix minimum stable, et est fixé par rapport au prix du marché, plus une prime. Pour les produits non cotés, c'est le groupe de producteurs qui



propose un prix d'achat, et le prix est conclu d'un commun accord. Pourquoi les prix à la consommation sont-ils plus chers? Prenons l'exemple d'un paquet de 250g de café équitable Max Havelaar qui est de 2 à 3 francs plus cher que la moyenne. Tout d'abord, les petits producteurs reçoivent 3,50 francs de plus, soit, au final, 40% de revenu supplémentaire. Puis, la filière équitable paie 60 centimes de plus en frais de gestion des coopératives de producteurs, ainsi que 30 centimes pour financer le système de labellisation. En contrepartie, elle économise les 80 centimes perçus habituellement par différents intermédiaires, ainsi que de 0 à 90 centimes en coût d'importation, de torréfaction et de distribution. Le consommateur accepte donc de payer dignement le producteur, plus la démocratie à l'intérieur de sa coopérative et les frais de contrôle sans lesquels ces engagements éthiques ne seraient qu'une hypocrite et inconséquente bonne conscience. En contrepartie, le consommateur refuse les profits injustifiés réalisés par des intermédiaires inutiles.

Voilà le prix de "l'éthique sur l'étiquette" : un prix supérieur, mais raisonnable et justifié.

Le commerce équitable est pour l'instant très marginal (0,0001 % du commerce international). Mais il dispose d'une marge de progression très importante (un français sur dix le connaît). Deux paramètres détermineront son expansion : la capacité de ses acteurs

à informer le grand public de l'existence d'une consommation alternative d'une part, et celle d'augmenter rapidement leurs ventes d'autre part, afin de réaliser les économies d'échelle permettant soit de baisser les prix à la vente, soit d'augmenter à nouveau la rémunération des producteurs. Pour ce qui concerne l'information du grand public, les acteurs du commerce équitable ont mis en avant que la consommation peut devenir un acte d'engagement politique. Ils parviennent à ne pas tomber dans la vulgaire réclame, et lancent de véritables campagnes politiques et pédagogiques, de manière souvent interactive, à travers des petits déjeuners solidaires ou des interventions en classe. La quinzaine dédiée au commerce équitable (du 27 avril au 13 mai), en collaboration avec la RATP, est dans ce sens une grande avancée.

Augmenter rapidement les ventes est une nécessité afin de pénétrer profondément l'échange économique "concurrentiel". Pour l'instant, les boutiques exclusivement dédiées au commerce équitable sont le premier et le plus important vecteur de ce mode d'échange et des idées qui le sous-tendent.

L'action de leurs bénévoles et salariés est remarquable et doit être sousignée. Par ailleurs, d'autres modes de distribution se révèlent particulièrement intéressants. L'accès au grand public par les canaux actuels de la grande distribution est une pratique qui prend un certain essor. D'ores et déjà, Max Havelaar labellise des cafés qui sont vendus en supermarché (Monoprix). Certes, les motivations de Monoprix diffèrent radicalement de celle des militants, et le commerce équitable participe à la logique de profit qu'il combat. Mais tant que les contrôles sont stricts, cette massification ne peut qu'être bénéfique aux producteurs du Sud. Et elle prouve que le modèle "équitable" est dès à présent viable au sein du modèle "concurrentiel". La stratégie d'accès au grand public gagnerait aussi à mettre en place un partenariat avec les services publics le plus large possible. Certaines institutions publiques sont déjà d'importantes clientes, comme le Parlement européen, l'Assemblée nationale, certains CROUS etc... Une politique publique de développement de la filière équitable pourrait être de financer les campagnes de promotion, ou au moins d'avancer cet argent, ainsi que de contrôler les abus du logo "équitable".

La viabilité du modèle équitable dans les pays du Nord ne fait à notre avis guère de doute. La conscience éthique qui s'y développe et se nourrit chaque jour des défaillances lamentables de nos modes de production. Ce besoin d'éthique trouvera un système de distribution, nous n'en doutons pas. Mais le commerce équitable ne perdurera et ne s'imposera que s'il continue à se penser comme un modèle global. Le "besoin d'éthique" qui crée la demande du Nord n'est qu'une face du modèle. L'autre, tout aussi importante, est qu'il permet l'affranchissement progressif des petits producteurs, rassemblés en coopératives, à l'égard de leurs fournisseurs, des usuriers (caisses de crédit en Colombie) et de leurs clients. Des prix stables et plus élevés leur permettent d'investir pour ouvrir leur propre usine de torréfaction du café (Mexique et Guatemala), pour éduquer et informer la population (Ouganda et Tanzanie), permettre un développement durable qui ne porte pas atteinte aux terres exploitables (Haïti) et se passer de la culture de la coca (Bolivie), désormais moins rentable.

Si ces différents paris sont tenus, on peut se demander si, à long terme, le commerce équitable ne pourrait pas aller jusqu'à concurrencer le commerce international actuel et peut-être le phagocyter, du moins partiellement. Il n'est pas facile de répondre à une telle question. Mais peut-être ne reflète-t-elle pas l'essentiel du commerce équitable: montrer que des règles éthiques, sociales et environne-



mentales peuvent s'appliquer aux échanges internationaux (la clause sociale et environnementale des accords de l'OMC est pour l'instant restée lettre morte...). Par là même, il laisse entrevoir qu'un autre type de commerce international est possible, où les échanges internationaux seraient réglementés par la loi pour le respect des produc-

teurs et des consommateurs du Nord comme du Sud. Il montre ainsi que la question n'est pas "pour ou contre la mondialisation", mais "quelle mondialisation voulons-nous".

Manuel et Bastien Sciences Po, Lionel Page ENS Cachan

## MMMHH DANONE !!

Les giboulées de mars ont duré longtemps au grand désarroi de tous les Français mais ce sont surtout les salariés de Danone et consorts qui ont senti venir la bise. Les petites fourmis des usines LU ont payé bien cher les désirs bourgeois du petit clan des cigales...

Trêve de métaphores, les "plans sociaux" qui sont tombés drus depuis quelques mois sur l'Europe sont inscrits dans la logique implacable des lois du marché, et plus précisément dans celle des lois d'un capitalisme actionnarial où le contexte de croissance économique élevée n'est nullement contradictoire avec ce genre d'agissements patronaux, mieux connus dans le milieu de la finance sous le nom de "downsizing". En effet, comme l'expliquait Pierre Khalifa (secrétaire général de SUD-PTT) dans le n° 647 de Politis, les licenciements abusifs ont pour but de faire toujours plus de profits, car dans une logique boursière de création de valeur pour les actionnaires, l'objectif n'est pas simplement de faire prospérer l'entreprise mais d'assurer une augmentation continue du cours de sa valeur boursière.

La stratégie de l'entreprise est alors non plus conduite en référence à des variables économiques objectives, à des calculs rationnels portant sur l'avenir, mais en référence à des normes de rentabilité qui sont de l'ordre de la convention sur les marchés financiers : les entreprises se sentent dans l'obligation de surenchérir les unes par rapport aux autres, en termes d'exigences de progression de leurs marges de profit, pour être considérées comme crédibles par leurs actionnaires, souvent de puissants organismes de fonds

communs de placement. Par exemple, elles se fixent des objectifs de progression de leurs marges de l'ordre de 15%, voire au-delà, ce qui, soit dit en passant, ne peut qu'être, à moyen terme, économiquement et a fortiori socialement intenable, dans un contexte où l'on considère comme bon ou très bon un taux de croissance de l'activité qui dépasse simplement 3% !

Et si ces objectifs ne sont pas atteints, si la croissance des bénéfices est inférieure à ce qui avait été promis aux détenteurs du capital de l'entreprise, la variable d'ajustement est l'emploi : les licenciements sont destinés à améliorer la profitabilité de l'entreprise, à lui permettre d'atteindre son prochain objectif, sous peine de quoi la valeur du titre en bourse risque de plonger.

A l'inverse, les licenciements provoquent fréquemment une hausse du cours de l'entreprise, dont les titres deviennent très demandés sur les marchés financiers par des opérateurs soudain convaincus de la volonté des dirigeants de "faire les sacrifices nécessaires" en vue d'une hausse encore plus importante des profits à l'avenir. Voilà comment les soi-disant "plans sociaux" ont des conséquences immédiates et stimulantes sur les cours de la Bourse ! Pour mémoire, un plan social est en principe une mesure de licenciement collectif s'inscrivant dans le cadre d'un dépôt de bilan, ou d'importantes difficultés économiques : le droit du travail entend par difficultés économiques l'endettement, les difficultés de trésorerie, la détérioration des résultats, la perte de marchés. Or, que ce soit chez Danone

(870 emplois supprimés) ou chez Marks et Spencer (1700), on est bien loin de telles situations puisque ces groupes et leurs filiales affichent des bénéfices nets de plusieurs centaines de millions de francs.

S'ajoutent les 700 emplois supprimés chez André, les 1500 d'AOM-AOL, fruits de l'habile gestion du fondateur social de notre pays archaïque, ce bon baron de Seillières...

Danone se défend en assurant que tous les moyens seront mis en oeuvre afin de proposer un autre emploi aux licenciés, mais que se cache-t-il derrière ces mots ? Dans la majorité des cas, les employés se voient offrir un poste à temps partiel, ou un poste à l'autre bout de la France, et surtout les

DÉRIVE GAUCHISTE AU MEDEF...

IL EST INTERDIT D'INTERDIRE...



engagements de l'entreprise ne seront sans doute pas contrôlés et sanctionnés, à moyen terme. De plus, les amendes infligées par les lois du travail sont bien peu dissuasives car il faut savoir aussi que les groupes réservent des sommes d'argent gigantesques pour préparer leurs plans sociaux, de telle manière que les contraintes financières pour licenciements abusifs sont prévues et qu'elles ne constituent pas ainsi une barrière de dissuasion.

En fait, ces reclassements sont bien le signe que, dans un contexte de gouvernance de l'entreprise par les actionnaires et de finance mondialisée et dérégulée, les salariés sont considérés comme une valeur d'ajustement doublé de la "qualité" d'être une marchandise.

Non pas que l'économie d'aujourd'hui soit abstraite de toute contrainte de territoire, de toute logique territoriale. Mais il est un fait que l'entreprise mondialisée n'est plus une communauté humaine qui entretient des liens étroits avec son environnement. La plupart des salariés restent liés à un territoire où ils construisent leur vie, alors que les diri-

geants des entreprises le sont de moins en moins souvent et doivent rendre des comptes à des actionnaires qui ne le sont pas du tout, qui cherchent à optimiser le rendement de leurs capitaux sans considération pour les individus et les communautés qui fournissent à un moment donné la force de travail. Les salariés ont toujours été des variables d'ajustement dans le processus d'accumulation capitaliste, mais ils le sont d'autant plus aujourd'hui dans la mesure où l'entreprise est devenue nomade.

Face à cette logique marchande radicalisée, ce sont des mesures politiques que les citoyens sont à même de demander. Le boycott est une action symbolique, certes il ne stoppera pas les pratiques des groupes Danone, André etc., mais c'est pour tous et toutes un geste solidaire et citoyen qui contribue à démontrer et dénoncer une des facettes de la mondialisation libérale qui consiste à faire du profit pour du profit....

Marlène et Matthieu (Nanterre)

## **LES PARADIS FISCAUX EN 6 POINTS**

Ces six points sont autant de compléments à l'article qui est paru dans le précédent numéro d'Attactique.

### **Les moyens de lutte.**

Si c'était de la naïveté, cela prêterait à sourire: le système de lutte contre le blanchiment d'argent repose aujourd'hui essentiellement sur des déclarations de soupçon, de la part des banquiers eux-mêmes, et le plus souvent sans sanction pénale en cas d'"oubli"! On peut imaginer, compte tenu des intérêts en présence, que les résultats obtenus ne soient pas à la hauteur des espérances, d'autant que l'action des brigades financières se heurte bien souvent au refus de coopération de la part des autorités policières et judiciaires des paradis fiscaux où résident les fonds suspects. Les législations ont sans doute évolué depuis une dizaine d'années, notamment grâce à l'action d'organismes tels que le Groupe d'Action Financière Internationale (GAFI): la plupart des paradis fiscaux est aujourd'hui dotée de lois anti-blanchiment. Toutefois, la volonté de les mettre en oeuvre n'est pas toujours évidente: ainsi, à Monaco, on a manifestement davantage compté sur le potentiel de croissance que sur les effectifs en eux-mêmes, qui s'élèvent à ... 2 fonctionnaires! Il est par conséquent urgent de renforcer ces services, ainsi que la coopération internationale dans ce domaine. Il faut également établir un réel système de sanctions à l'encontre des établissements financiers et bancaires impliqués, non limitées par la territorialité, ce qui suppose la mise en place de règles communes au niveau international. En ce qui concerne les sanctions à l'égard des paradis fiscaux en eux-mêmes (arrêt des aides, blocage des flux de capitaux en leur direction...), il faut les envisager, tout en proposant des solutions alternatives en matière de développement. Toutes ces mesures n'auront toutefois une chance d'être

appliquées un jour que si l'opinion publique se mobilise et fait pression sur les milieux dirigeants. Une telle mobilisation a d'ailleurs un effet direct: les clients des paradis fiscaux, s'ils supportent bien les rayons du soleil, ne craignent rien tant que les feux des caméras de télévision...

### **Le processus du blanchiment**

Introduire l'argent issu de l'activité d'organisations criminelles - contrebande de produits, délits financiers, trafics de drogue - sur une grande place boursière ou sur un compte privé est par trop dangereux. Qu'importe, afin de s'affranchir de ces difficultés les criminels ont recours au système du blanchiment de l'argent. Le blanchiment est un processus dynamique composé de trois étapes :

- dissociation de l'argent du délit par dépôt bancaire au nom d'une société créée dans un paradis fiscal
- brouillage de la piste menant aux origines des fonds par la réalisation d'opérations diverses, ressemblant à celles étant légales, en utilisant plusieurs comptes et sociétés-écrans.
- mise à disposition des criminels de l'argent "blanchi" par un nouveau dépôt sur le compte des dirigeants.

On évalue à 1 million le nombre de sociétés "anonymes" dans le monde et à 500 milliards de dollars l'argent blanchi chaque année. Pour exemple, en juillet 1991 a été mis à jour une opération frauduleuse de la Bank of Credit and Commercial International concernant des avoirs supérieurs à 12 milliards de dollars !

### **Blanchiment et crises.**

Les opérations de blanchiment sont loin d'être étrangères aux crises qui ont secoué la sphère financière depuis une dizaine d'années: les fonds blanchis ou à

blanchir sont en effet à la recherche de placements, si possible à fort rendement; il est donc prévisible qu'ils se tournent vers la spéculation, renforçant ainsi ses effets déstabilisateurs. C'est ce qu'on a pu observer récemment lors de la crise russe de 1998: la dette publique était alors massivement financée par des fonds spéculatifs d'origine mafieuse. De même, en Thaïlande, pays d'où est partie la crise de 1997, l'équivalent de 8 à 11% du PIB était contrôlé par les réseaux du crime organisé. Le besoin de blanchiment s'est évidemment traduit par un nouvel afflux de capitaux spéculatifs, de très court terme, au détriment des secteurs productifs et exportateurs, et finalement des comptes extérieurs, précipitant ainsi le déclenchement de la crise.

### Paradis fiscaux et souveraineté.

La notion de souveraineté est souvent invoquée pour justifier l'absence manifeste de moyens au service de la lutte contre les paradis fiscaux. Toutefois, il faut d'abord remarquer que ce principe ne s'applique pas strictement à tous les paradis fiscaux actuels, la plupart d'entre eux étant en effet des "territoires dépendants", à la souveraineté par conséquent plutôt problématique, à l'exemple de Gibraltar ou de Jersey pour le Royaume-Uni. Mais la validité d'un tel principe n'est pas moins douteuse pour les autres paradis fiscaux: leur activité peut en effet s'analyser comme la mise en vente de leur propre souveraineté, puisqu'il s'agit pour eux d'être le plus offrant sur le grand marché de la loi ouvert par les fanatiques de la loi du marché à l'occasion de la déréglementation des mouvements de capitaux.

Dès lors, face à une telle perversion du principe de souveraineté, n'existe-t-il pas, de fait, un droit d'ingérence à l'égard de ces territoires? En effet, n'est-il pas choquant que les paradis fiscaux restent les seuls pays à pouvoir se prévaloir efficacement de leur "souveraineté"? Car tel est bien le double jeu de la mondialisation libérale: d'un côté, par la dérégulation financière, éroder les cadres actuels (largement nationaux) de la souveraineté, tout en empêchant soigneusement l'édiction et l'application de règles au niveau international; et de l'autre, invoquer, avec le plus parfait cynisme, cette souveraineté (peu importe que ce soit alors sous une forme dégénérée) quand elle peut "servir à quelque chose", en l'occurrence à protéger des intérêts spéculatifs et criminels.

### Le secret suisse en danger

Il est de notoriété publique que la Suisse abrite nombre de grosses fortunes mondiales pour les avantages fiscaux que le système helvétique confère. Mais à l'argent de

l'évasion fiscale s'ajoutent ceux du crime organisé, de la corruption et des trafics, faisant de la Suisse l'une des plaques tournantes du milieu financier. On estime à 27% la part helvétique dans l'ensemble des marchés financiers offshore de la planète et les banques suisses font fructifier près de 3000 milliards de dollars de fortunes privées (35% des avoirs privés mondiaux). L'Union européenne souhaitant une harmonisation et une diminution des impôts entend bien lutter plus efficacement contre la fraude et l'évasion fiscale, tant au sein de l'Union que dans les pays voisins. Ainsi le secret bancaire suisse, fondement du système financier helvétique, est aujourd'hui de plus en plus critiqué, la mission parlementaire française chargée d'une étude sur les paradis fiscaux l'ayant vivement dénoncé.

### Ingérence au Liechtenstein ?

La principauté du Liechtenstein enclavée entre la Suisse et l'Autriche (33 000 habitants, 160 km<sup>2</sup>) est l'une des plus belles réussites en matière de paradis fiscal. Disposant d'autres atouts - agriculture, tourisme, industrie de pointe notamment - ce micro-Etat s'est tourné dans le sillage de la Suisse vers l'économie financière à la fin de la seconde guerre mondiale. La stabilité politique et le secret bancaire - particulièrement efficace grâce au système des Kurator (conseil d'administrateurs) laissant dans l'ombre les véritables décideurs - sont là encore les fondements de la réussite financière. Les chiffres sont éloquentes : un PNB par habitants de 35000 dollars, une cinquantaine de banques et fonds de pension gérant presque 400 milliards de francs, une dizaine de compagnies d'assurance ayant encaissé



850 millions de francs en 1998 et 80000 sociétés holding, tout cela dans 160 km<sup>2</sup> ! Certes depuis quelque temps la politique de la principauté a évolué vers une volonté d'intégration internationale, intégration nécessitant la ratification d'un certain nombre d'engagements. Ainsi le dispositif judiciaire est devenu théoriquement valable ; cependant son application directe laisse à désirer -manque flagrant de moyens, jeux politiques, etc - et la coopération au plan internationale demeure quasi-nulle, intégrité et souveraineté justifiant en dernier recours ce manque de volonté. Jusqu' à quand l'Union européenne tolérera t-elle cette normalisation de façade à ses portes ? Pourquoi l'ingérence au Liechtenstein poserait problème à la communauté internationale là où ailleurs, par l'action du FMI notamment (au Sénégal, en Argentine, etc), elle n'en pose pas?

David et Benjamin, ENS Ulm

# Quebec 2001 : la ZLEA ne doit pas passer !

**A la fin du mois d'avril a été négocié au Québec l'accord devant mettre en place la Zone de libre-échange des amériques (ZLEA).** Bien qu'il soit construit sur le modèle de l'accord de libre-échange d'Amérique du Nord (ALENA), il va encore plus loin en termes d'objectifs et de puissance. La ZLEA telle qu'elle est maintenant introduirait dans l'hémisphère Ouest toutes les règles des accords proposés en matière de services par l'OMC - l'Accord général en matière de commerce des services (AGCS) - et cela, avec les pouvoirs qui étaient prévus dans l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) qui avait été repoussé et qui permettaient de créer un nouveau siège de pouvoir commercial doté d'une autorité discrétionnelle sur pratiquement tous les aspects de la vie.

L'AGCS actuellement en cours de négociation à Genève, libéraliserait le commerce mondial, y compris pour les services publics, et permettrait l'abolition progressive des barrières gouvernementales auxquelles est confrontée la concurrence étrangère dans ce domaine. Le comité de négociation de la ZLEA travaille à une série d'accords sur les services équivalent applicable sur le continent américain. Les compagnies transnationales de l'hémisphère auront un droit sans équivalence de concurrencer et de défier tous les services publics des gouvernements concernés: la santé publique, l'éducation, la sécurité sociale, la culture et la protection de l'environnement. La proposition de la ZLEA comporte des dispositions qui priveraient les gouvernements de tous les pays des Amériques de la possibilité de légiférer, de maintenir les normes et règlements en vue de protéger la santé, la sécurité, le bien-être de leurs citoyens et l'environnement dans lequel ils vivent. Essentiellement, ce que les négociateurs de la ZLEA ont fait, sous la pression des représentants des grandes sociétés dans chacun des pays, a été de prendre les éléments les plus ambitieux de chacun des accords (existants ou proposés) sur le commerce et les investissements globaux et de les réunir dans ce pacte ouvertement ambitieux ouvert à tout l'hémisphère.

**Une fois de plus, ainsi que cela a été le cas dans les accords commerciaux précédents, l'ALENA et l'OMC, cet accord de libre-échange ne contiendra aucune clause sur la protection des travailleurs, les droits de la personne, la sécurité sociale ou les normes en terme de santé publique et l'environnement. Il ne prévoit rien sur la réduction de l'émission des gaz à effets de serre, il ne cherche pas à assurer une protection sociale minimum pour l'ensembles des travailleurs de la zone,... Il cherche juste à mettre en concurrence**

**l'ensemble des entreprises de la zone et vise simplement à permettre aux firmes multinationales de rencontrer le moins de difficultés possibles et le moins de barrières.**

La ZLEA est une nouvelle progression de la logique de la mondialisation capitaliste dont nous dénonçons les effets catastrophiques sur nos vies, sur l'environnement, qui accroît les inégalités et fait la fortune des actionnaires des multinationales au détriment de la majorité des populations. En Amérique comme partout dans le monde, il faut dénoncer la logique de cette mondialisation qu'on veut nous imposer, construire la résistance et les luttes à l'échelle internationale et réfléchir tous ensemble à la mondialisation que nous voulons. Nous ne sommes pas contre les échanges entre les pays, nous ne sommes pas anti-mondialistes, nous pensons qu'une autre mondialisation est possible, sur des bases qui permettraient davantage de justice sociale, l'instauration de rapports démocratiques entre les peuples du monde entier,...

**La manifestation d'opposition à l'instauration de la ZLEA qui a été organisée dans la ville de Québec le 21 avril dernier (voir l'article de Cédric à la page suivante) a été une échéance importante et une nouvelle étape dans la construction de la mobilisation internationale contre la mondialisation capitaliste.**

Cécile, Sorbonne

## Pour en savoir plus:

Consulter les documents disponibles sur le site d'ATTAC Québec (<http://attac.org/quebec/zlea/documents.htm>) et en particulier le texte très complet de Maude Barlow qui est ici résumé.



## **20 - 22 avril 2001: la mobilisation...**

L'épreuve de force engagée autour de la ZLEA lors du sommet des Amériques du 20 au 22 avril dernier dessine une opposition irréductible. Protégés par un mur de la honte, les 34 chefs des Etats d'Amérique (sauf Cuba) se sont réunis pour définir un destin commun aux pays des Amériques se résumant à la libéralisation du commerce. De l'autre côté du mur, toutes les formes de mobilisation cohabitent pour dénoncer ce déni de démocratie et l'emprise des grandes corporations sur les décisions. Alors que la société civile restait à l'écart et que le contenu des négociations était tenu secret, les grandes entreprises multinationales, comme lors du sommet de Seattle, étaient invitées à sponsoriser l'événement et à rencontrer les dirigeants politiques. Bilan des courses : la contestation a marqué des points alors que de leur côté rien de neuf : la Zone de Libre Echange des Amériques est annoncée pour 2005 mais il est clair que vu l'ampleur de l'opposition c'est loin d'être gagné !

### **Une mobilisation réussie**

A bien des égards, Québec 2001 marque un nouveau progrès dans les luttes contre la mondialisation des marchés. Préparée depuis des mois par les différents réseaux militants, la mobilisation a bénéficié de la complémentarité entre les différents acteurs. Conjointement, le plus grand défilé qu'ait connu la province depuis 30 ans avec près de 60 000 personnes et ce que l'on pourrait appeler la bataille de Québec - entre 10 et 15 000 jeunes décidé-e-s à pénétrer à l'intérieur du périmètre de sécurité pour empêcher la tenue du sommet - sont parvenus à gagner la bataille de l'opinion.

Toute la semaine précédente, le sommet des peuples a réuni 2300 délégués représentants des syndicats salariés, étudiants et paysans, des organisations de femmes, des associations écologistes, autochtones de défense des libertés publiques et des droits de la personne des 35 Etats américains. En conclusion de leurs travaux, ils/elles ont dénoncé le projet de Zone de Libre Echange des Amériques (ZLEA) comme un projet " néolibéral, raciste, sexiste et destructeur de l'environnement " et réussis une grande manifestation unitaire.

La présence massive de la jeunesse (une quinzaine d'universités étaient en grève) et la saine gestion des problèmes de violence sont les autres clefs de ce succès. La veille de la manifestation unitaire, les collectifs autonomes de lutte anti-capitaliste (CASA et CLAC) et un ensemble de syndicats et d'associations principalement étudiantes fédérés sous le sigle GOMM (Groupe Opposé à la Mondialisation des Marchés) avaient appelé, seuls, à des manifestations avec pour objectif proclamé de bloquer l'ouverture du sommet. 10 000 à 15 000 jeunes ont formé des cortèges et attroupements festifs portant des slogans radicaux contre

la mondialisation. Les manifestant-e-s étaient bien préparés : aux instruments de musiques et aux multiples pancartes s'ajoutaient les équipements anti-lacrymo (masques, lunettes, jus de citron, etc.). Cette détermination a conduit à une victoire symbolique d'importance : au cours de 3 journées d'une manifestation quasi ininterrompue, le mur de la honte a cédé à plusieurs reprises.

Afin de permettre la cohabitation de différents types de rapports à la violence, trois zones avaient été définies et étaient clairement annoncées y compris au cours des manifs : zone verte - sans problèmes particuliers ; zone jaune qui correspondait aux actions pacifiques de blocages ; zone rouge, pour les points les plus chauds. Outre cette lisibilité qui permet à chacun de faire ses choix, les manifestants sont restés à un degré très limité de violence privilégiant les démonstrations symboliques. Ainsi, une catapulte à ours en peluche participait au siège du sommet.

### **Non à la répression !**

Un mur de 3.7 km de circonférence, près de 10 000 policiers et militaires mobilisés, la ronde incessante de 3 à 5 hélicoptères au-dessus de nos têtes, une prison spécialement vidée pour l'occasion, des blocages de manifestants aux frontières : le moins que l'on puisse dire c'est que les protestataires étaient attendus! En dépit de l'absence de casse (hormis bien sûr celle du mur !), la répression a été très brutale. Les policiers ont fait usage d'une quantité énorme de gaz lacrymogène qui enfumait la ville bien au-delà des zones de confrontation mais aussi de canons à eau et de balles en caoutchouc ! Près de 500 personnes ont été arrêtées en marge des lieux de rassemblement : la méthode totalement arbitraire éprouvée à Prague consiste en rafles de petits groupes ou d'individus isolés circulant en ville. La violence de la répression a également touché plusieurs journalistes. Elle contrastait vivement avec le caractère pacifique, politique et festif de la mobilisation de jeunes qui n'avaient rien à voir avec les hordes furieuses annoncées par les flics. Devant une telle disproportion et l'image d'un sommet qui se résume à celle d'une citadelle assiégée, une grande partie de la presse a finalement fait transparaitre une certaine sympathie pour les manifestant-e-s, notamment en faisant le parallèle avec les mouvements contre la guerre du Vietnam dans les années 60.

Le grand succès de Québec, dans un pays où les luttes sociales sont embryonnaires depuis des décennies montrent qu'aujourd'hui la situation sociale bascule et qu'une vague de radicalisation depuis Seattle touche la jeunesse étudiante. Prochains rendez-vous le 21 juin à Barcelone puis le 21 juillet à Gênes contre le G7 pour faire le point sur l'état des forces en Europe.

Cédric, Jussieu

# POUR NOUS CONTACTER

**ATTAC national:** 9 bis, rue de Valence - 75 005 Paris

Tél.: 01 43 36 30 54 - e-mail: [attac@attac.org](mailto:attac@attac.org)

**ATTACTique!:** Cécile (tél. 06 64 34 28 43)

## Votre comité d'établissement:

La coordination des comités étudiants ATTAC a vu le jour en septembre 1999 à Paris, avec pour but de coordonner les actions, d'échanger les informations et les expériences, de favoriser la création de nouveaux comités d'établissement à partir de ceux déjà existants, sur la région parisienne dans un premier temps, mais également en province.

La liste actuelle des comités ATTAC d'établissement n'est donc pas exhaustive!

Pour obtenir les coordonnées du comité de votre université ou grande école, consultez la liste des groupes locaux sur le site de l'association: [www.attac.org](http://www.attac.org). Si vous voulez monter un comité local, n'hésitez pas à contacter l'un des comités déjà existants par mail (nom de l'université - université@attac.org / exemple: [jussieu-universite@attac.org](mailto:jussieu-universite@attac.org)). Si vous voulez des exemplaires d'ATTACTique ou écrire un article pour le prochain numéro, n'hésitez pas à contacter Cécile (numéro ci-dessus ou par mail: [cclamme@club-internet.f](mailto:cclamme@club-internet.f)).



## BULLETIN D'ADHESION

*A remettre à votre comité d'établissement ou à renvoyer à ATTAC national (adresse ci-dessus)*

Je soussigné(e), adhère à ATTAC et verse ma cotisation 2001 d'un montant de: 100F (étudiants)  
200F (actifs)

J'effectue mon règlement par: chèque bancaire ou postal

CB n°: \_\_\_\_\_ date d'expiration: \_\_/\_\_/\_\_

Homme / Femme

Etudiant(e) / Lycéen(ne) / Enseignant(e) / IATOSS

Etablissement: \_\_\_\_\_ Année d'études / poste: \_\_\_\_\_ Filière: \_\_\_\_\_

Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_ Ville: \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_ Portable: \_\_\_\_\_

e-mail: \_\_\_\_\_

Signature: \_\_\_\_\_

# PLATE-FORME DE L'ATTAC

La mondialisation financière aggrave l'insécurité économique et les inégalités sociales. Elle contourne et rabaisse les choix des peuples, les institutions démocratiques et les États souverains en charge de l'intérêt général. Elle leur substitue des logiques strictement spéculatives exprimant les seuls intérêts des entreprises transnationales et des marchés financiers. Au nom d'une transformation du monde présentée comme une loi naturelle, les citoyens et leurs représentants se voient disputer le pouvoir de décider de leur destin. Un tel abaissement, une telle impuissance nourrissent la progression des partis antidémocratiques. Il est urgent d'enrayer ce processus en créant de nouveaux instruments de régulation et de contrôle, aux niveaux national, européen et international. L'expérience indique assez que les gouvernements ne le feront pas sans qu'on les y incite. Relever le double défi d'une implosion sociale et d'une désespérance politique exige donc un sursaut civique et militant.

La liberté totale de circulation des capitaux, les paradis fiscaux et l'explosion du volume des transactions spéculatives acculent les États à une course éperdue en faveur des gros investisseurs. Plus de 1 800 milliards de dollars vont et viennent chaque jour sur les marchés des changes à la recherche d'un profit instantané, sans rapport avec l'état de la production et du commerce des biens et services. Une telle évolution a pour conséquences l'accroissement permanent des revenus du capital au détriment de ceux du travail, la généralisation de la précarité et l'extension de la pauvreté.

Les conséquences sociales de ces évolutions sont encore plus graves dans les pays dépendants, les pays du sud et d'Europe de l'Est, qui sont touchés de plein fouet par la crise financière et soumis aux diktats des plans d'ajustement du F.M.I. Le paiement des dettes publiques oblige les gouvernements à abaisser au minimum les budgets des services sociaux et condamne les sociétés au sous-développement ; les taux d'intérêt beaucoup plus élevés que dans les pays les plus développés contribuent à détruire les entreprises nationales ; les mesures de privatisation et de dénationalisation sauvages se multiplient pour dégager les ressources exigées par les investisseurs.

Partout les acquis sociaux sont remis en cause. Là où il existe des systèmes de retraite, les salariés sont invités à les troquer contre un mécanisme de fonds de pension qui aboutit à soumettre un peu plus leurs propres entreprises aux seuls impératifs de la profitabilité immédiate, à étendre la zone d'influence de la sphère financière et à persuader les citoyens de l'obsolescence de rapports solidaires entre nations, peuples et générations alors même que la crise écologique exige à son tour le resserrement de ces solidarités. La déréglementation touche l'ensemble du marché du travail, avec comme conséquences la dégradation des conditions de travail, la montée de la précarité et du chômage, et le démantèlement des systèmes de protection sociale.

Au prétexte du développement économique et de l'emploi, les grands pays n'ont pas renoncé à signer un Accord multilatéral sur les investissements (AMI) qui donnerait tous les droits aux investisseurs et imposerait tous les devoirs aux États. Devant la pression de l'opinion publique et de la mobilisation militante, ils ont dû abandonner leur projet de négocier cet accord dans le cadre de l'OCDE, mais la discussion devrait reprendre dans le cadre de l'OMC. Dans le même temps les USA, mais aussi la Commission européenne, poursuivent leur croisade libre-échangiste en

poussant à la création de nouvelles zones déréglementées, au niveau continental ou intercontinental.

La plupart des engrenages de cette machine inégalitaire, entre parties du monde comme au cœur de chaque pays, peuvent encore être enravés. Trop souvent, l'argument de la fatalité se nourrit de la censure de l'information sur les alternatives. C'est ainsi que les institutions financières internationales et les grands médias (dont les bénéficiaires de la mondialisation sont souvent propriétaires) ont fait le silence sur la proposition de l'économiste américain James Tobin, prix Nobel d'économie, de taxer les transactions spéculatives sur les marchés des devises. Même fixée à un taux particulièrement bas de 0,1%, la taxe Tobin rapporterait près de 100 milliards de dollars par an.



Collectée, pour l'essentiel, dans les pays industrialisés, où sont localisées les grandes places financières, cette somme pourrait être utilisée pour des actions de lutte contre toutes les inégalités, y compris les inégalités entre sexes, pour la promotion de l'éducation et de la santé publique dans les pays pauvres, pour la sécurité alimentaire et le développement durable. Un tel dispositif s'inscrit dans une perspective clairement antispéculative. Il alimenterait des logiques de résistance, redonnerait des marges de manoeuvre aux citoyens et aux États et, surtout, signifierait que le politique reprend le dessus.

A cette fin, les signataires se proposent de participer ou de coopérer avec le mouvement international ATTAC pour débattre ensemble, produire et de diffuser l'information et agir en commun, tant dans leurs pays respectifs qu'aux niveaux continental et international. Ces actions communes ont pour but :

- d'entraver la spéculation internationale,
- de taxer les revenus du capital,
- de sanctionner les paradis fiscaux,
- d'empêcher la généralisation des fonds de pension,
- de promouvoir la transparence des investissements dans les pays dépendants,
- d'établir un cadre légal pour les opérations bancaires et financières ne pas pénalisant pas les consommateurs et les citoyens (les salariés des institutions bancaires pouvant jouer un rôle important dans le contrôle de ces opérations),
- d'appuyer la revendication de l'annulation générale de la dette publique des pays dépendants et l'utilisation des ressources ainsi libérées en faveur des populations et du développement durable, ce que beaucoup appellent le règlement de la " dette sociale et écologique ".

D'une manière générale, il s'agit :

- de reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière,
- de s'opposer à tout nouvel abandon de souveraineté des États au nom du prétendu "droit" des investisseurs et des marchands,
- de créer, au niveau mondial, un espace démocratique.

Il s'agit tout simplement de se réapproprié ensemble l'avenir de notre monde.

Adoptée par l'assemblée constitutive du 3 juin 1998

**ATTAC - [www.attac.org](http://www.attac.org)**

9 bis, rue de Valence - 75 005 Paris - Tél: 01 43 36 30 54 - e-mail: [attac@attac.org](mailto:attac@attac.org)